

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 février 2022

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	49	31

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Direction
Envinet - Règlement du coût du
traitement des déchets ménagers -
Convention avec UNIVALOM

 Original
Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2022.017

Date de la convocation :
Le 15/02/2022

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **14 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture
en date du **11 MARS 2022**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt-deux et le 21 février à 16h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Marie ANASSE, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Olivia LEVINGSTON, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Eric DUPLAY à Serge AMAR, David SIMPLOT à Hassan EL JAZOULI, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Delphine CAROSI à François WYSZKOWSKI, Alexia MISSANA à Xavier WIIK

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Anne-Marie BOUSQUET, François ZEMA, Marika ROMAN, Catherine LANZA, Christophe ETORE, Martine SAVALLI, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Cédric BOURGON

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur Xavier WIIK, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Monsieur MELE,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°CC.106.04 du Conseil Communautaire en date du 26 juillet 2004 relative au transfert de la compétence traitement et évacuation des déchets ménagers et assimilés au Syndicat Mixte du SIDOM, qui exerce ses compétences en matière de traitement et d'évacuation des déchets ménagers et assimilés ;

Vu la délibération n°CC.2021.018 du Conseil Communautaire en date du 21 février 2021 relative à la convention pour le règlement du coût de traitement des déchets ménagers ;

Vu les statuts modifiés du Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets ménagers assimilés UNIVALOM en date du 23 juillet 2014, portant sur l'adhésion des Communautés d'Agglomérations des Pays de Lérins et du Pays de Grasse à UNIVALOM aux compétences obligatoires en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés et optionnelle en matière de déchèteries du Syndicat ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer, annuellement, les modalités de versement des frais de traitement par destruction ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A ou son prestataire, et remis au Syndicat Mixte de Traitement pour la Valorisation des Déchets Ménagers UNIVALOM ;

La convention, dont le projet est joint en annexe, a donc pour objet de fixer les modalités de versement des frais prévisionnels de traitement par destruction ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A, ou son prestataire, et remis au Syndicat Mixte de Traitement pour la Valorisation des Déchets Ménagers UNIVALOM. L'échéancier annuel relatif au montant sera établi entre la C.A.S.A et UNIVALOM, au travers de l'annexe à la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention tripartite conclue entre la C.A.S.A, le Syndicat Mixte de Traitement pour la Valorisation des Déchets Ménagers UNIVALOM, et le Service de Gestion Comptable d'Antibes, relative au règlement du coût du traitement des déchets ménagers, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la gestion des Déchets à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention tripartite conclue entre la C.A.S.A, le Syndicat Mixte de Traitement pour la Valorisation des Déchets Ménagers UNIVALOM, et le Service de Gestion Comptable d'Antibes, relative au règlement du coût du traitement des déchets ménagers, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la gestion des Déchets à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 février 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION TRIPARTITE CONCLUE ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS,
LE SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT POUR LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS ET
LE SERVICE DE GESTION COMPTABLE D'ANTIBES
RELATIVE AU REGLEMENT DU COUT DU TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS**

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis** dont le siège social est située en Mairie d'Antibes, cours Masséna à ANTIBES (06600), et représentée par son Vice-Président délégué à la gestion des déchets, Monsieur Eric MELE, conformément à la délibération du Conseil Communautaire en date du 21 février 2022,

Désignée ci-après « **la C.A.S.A** » ou « **l'Ordonnateur** » ;

D'une part,

Et

Le Syndicat Mixte de traitement pour la valorisation des déchets ménagers (UNIVALOM), dont le siège social est situé Route de Grasse, à Antibes (Antibes), et représenté par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, conformément à la délibération du Comité Syndical en date du 10 septembre 2020;

Ci-après désigné « **le Syndicat** » ou « **le créancier** » ;

D'autre part,

Et

Le Service de Gestion Comptable d'Antibes, Immeuble Le Chorus, dont le siège est situé 2203 chemin de Saint-Claude, à Antibes (06600), et représenté par le Trésorier Principal, Monsieur Bertrand FAURE ;

Ci-après désigné « **le Comptable** »

D'autre part.

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°CC.106.04 du Conseil Communautaire en date du 26 juillet 2004 relative au transfert de la compétence traitement et évacuation des déchets ménagers et assimilés au Syndicat Mixte du SIDOM, qui exerce ses compétences en matière de traitement et d'évacuation des déchets ménagers et assimilés ;

Vu la délibération n°CC.2021.018 du Conseil Communautaire en date du 21 février 2021 relative à la convention pour le règlement du coût de traitement des déchets ménagers ;

Vu les statuts modifiés du Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets ménagers assimilés UNIVALOM en date du 23 juillet 2014, portant sur l'adhésion des Communautés d'Agglomérations de Cannes Pays de Lérins et du Pays de Grasse à UNIVALOM aux compétences obligatoires en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés et optionnelle en matière de gestion de déchèteries du Syndicat ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer, annuellement, les modalités de versement des frais de traitement par valorisation énergétique ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A ou son prestataire, et remis au Syndicat Mixte de traitement pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement du coût du traitement par valorisation énergétique ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A, ou son prestataire, et remis au Syndicat UNIVALOM.

Article 2 : MONTANT DES VERSEMENTS

Les versements seront effectués par la C.A.S.A. au Syndicat UNIVALOM, **conformément à un échéancier annuel N+1**, établi conjointement entre les deux parties, au mois de décembre de l'année N. A ce titre, l'annexe sera mise à jour annuellement.

Ces versements constituent des avances sur les frais annuels de traitement des déchets ménagers.

Le Syndicat UNIVALOM produira en fin d'exercice de l'année N, un état global annuel :

- En cas de trop-versé par la C.A.S.A., à savoir s'il subsiste un écart positif entre les tonnages de déchets déposés par la C.A.S.A. et l'estimation annuelle qui avait été faite, le Syndicat UNIVALOM reversera le trop-perçu à la C.A.S.A., après émission d'un mandat, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1 ;
- En cas de restant dû par la C.A.S.A., à savoir s'il subsiste un écart négatif entre les tonnages de déchets déposés par la C.A.S.A et l'estimation annuelle qui avait été faite, la C.A.S.A reversera le restant dû au Syndicat, après émission d'un mandat, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1.

ARTICLE 3 : REALISATION DES VERSEMENTS

Le créancier, le Syndicat UNIVALOM, transmet **tous les mois**, à l'Ordonnateur, la C.A.S.A., **un titre exécutoire** conforme à l'échéancier **ainsi que le tableau des tonnages traités du mois M-1 (un mois de décalage)**.

L'Ordonnateur, la C.A.S.A, émet mensuellement un mandat autorisant le Comptable à payer la dépense dans les dix (10) jours maximum suivant la réception du titre exécutoire sur le portail Chorus.

ARTICLE 4 : ECHEANCIER POUR L'ANNEE N+1

La présente convention établit d'ores et déjà l'échéancier pour l'année budgétaire N+1, du coût du traitement des déchets ménagers que la C.A.S.A. devra verser au Syndicat UNIVALOM, évalué conjointement dans l'annexe qui sera mise à jour annuellement.

Echéancier des versements de l'année N+1

20 janvier de l'année N+1

20 février de l'année N+1

20 mars de l'année N+1

20 avril de l'année N+1

20 mai de l'année N+1

20 juin de l'année N+1

20 juillet de l'année N+1

20 août de l'année N+1

20 septembre de l'année N+1

20 octobre de l'année N+1

20 novembre de l'année N+1

Dans le cas où l'échéance indiquée correspond à un samedi, dimanche ou un jour férié, le versement interviendra le premier jour ouvré suivant cette date.

Toutefois, à la fin de chaque année budgétaire N, au mois de décembre, un échéancier annuel N+1 sera établi et validé conjointement entre la C.A.S.A et le Syndicat UNIVALOM, pour une application dès le mois de janvier de l'année N+1.

Le détail des montants Hors Taxes, de Taxe sur la Valeur Ajoutée aux taux de 5,5 et 10% et Toutes Taxes Comprises est mentionné en Annexe à la présente convention.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION ET ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur après signature par l'ensemble des parties, et notification au Syndicat UNIVALOM et au Centre des finances publiques d'Antibes par la C.A.S.A.

Elles demeurent valables tant qu'aucune des parties n'y met fin, par tacite reconduction à la date anniversaire de la présente convention. Un échéancier annuel (Cf. Annexe) sera établi et validé par toutes les parties, sur la base des tonnages réalisés au cours de l'année N-1.

ARTICLE 6 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement aux obligations contractuelles, les parties pourront résilier sans indemnité la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un délai de préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

Pour l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige, à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait en trois (3) exemplaires originaux,

A Sophia-Antipolis, le

Pour la C.A.S.A,

Pour le Syndicat UNIVALOM,

**Pour le Service de Gestion Comptable
d'Antibes,**

**Eric MELE
Vice-Président
Délégué à la gestion des déchets**

**Jean LEONETTI
Président**

**Bertrand FAURE
Trésorier Principal**

**Annexe : détail des montants Hors Taxes, de Taxe sur la Valeur Ajoutée aux taux de 5,5 et 10% et Toutes taxes
Comprises**

ANNEXE

Détail des montants HT, de TVA à 5,5 et 10% et TTC du coût prévisionnel du traitement des déchets par le Syndicat UNIVALOM à régler par la CASA en 2022

	DETAIL TVA - ECHEANCIER 2022						
	Ordures ménagères			Autres déchets (tri, végétaux, cartons, bois, gravats, encombrants...)			TOTAL TTC
	HT	TVA 10%	TTC	HT	TVA 5,5 %	TTC	
janvier	840 000,00 €	84 000,00 €	924 000,00 €	1 019 905,21 €	56 094,79 €	1 076 000,00 €	2 000 000,00 €
février	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
mars	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
avril	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
mai	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
juin	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
juillet	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
août	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
septembre	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
octobre	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
novembre	420 000,00 €	42 000,00 €	462 000,00 €	699 526,07 €	38 473,93 €	738 000,00 €	1 200 000,00 €
			5 544 000,00 €			8 456 000,00 €	14 000 000,00 €

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/02/2022
Numéro : CC_2022_017
Nature : DE - Deliberations
Objet : Règlement du coût du traitement des déchets ménagers
- Convention avec UNIVALOM
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : mLQr6xA

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 11/03/2022
Identifiant : 006-240600585-20220221-CC_2022_017-DE

Acte reçu

Date : 21/02/2022
Numéro interne : CC_2022_017
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Règlement du coût du traitement des déchets ménagers - Convention avec UNIVALOM
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20220221-CC_2022_017-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20220221-CC_2022_017-DE-1-1_2.PDF

N